

Nègre de l'usine,
Forçat de la mine,
Hôte du champ,

L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant !
Ouvrier prends la machine,
Prends la terre paysan.
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française
de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

Avis important.

Par mesure de prudence l'„Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots : „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

PROGRAMME.

Les *droits politiques* sont pour le travailleur nuls et non advenus si les *moyens économiques* de les faire valoir ne les accompagnent pas. Les libertés publiques, le droit de vote, la république même, utiles pour le bourgeois parce que riche, il peut s'en servir, restent pour l'ouvrier à l'état de lettres noires et mortes sur le papier de nos constitutions. La république la plus radicale, république pour le riche, est encore pour le pauvre une monarchie. D'où vient cela ?

De la concentration dans quelques mains et au profit exclusif de quelques-uns, du sol, des capitaux, des machines, de tous les moyens de production sociale, en un mot, de la constitution actuelle de la propriété.

Que doit donc être la propriété? — Collective.

Nul n'a créé le sol réceptacle de toute matière première? — Il doit donc appartenir à tous et non pas à quelques-uns. — Les machines, les outils, tous les instruments de travail sont le résultat du labeur accumulé des générations passées? — Ils doivent donc fonctionner au profit de tous et non pas de quelques-uns.

Donc, *propriété collective du sol et des instruments de travail.*

Si dans la société actuelle, la majorité, c'est-à-dire ceux qui produisent, se trouvait *directement* en présence de la minorité, c'est-à-dire de ceux qui exploitent, bientôt le plus grand nombre spontanément soulevé écraserait le plus petit, réaliserait la propriété collective, avec „l'Égalité“ amènerait la „Liberté“ et rendrait ainsi la „Fraternité“ possible. Pour que ce soulèvement populaire n'ait pas lieu, il faut que la minorité trouve dans une institution quelconque un contrepoids nécessaire et suffisant pour contenir la majorité, et, si elle se révolte, pour la vaincre; ce contrepoids existe, son nom historique est: „l'Etat“.

Il y a donc nécessité de détruire l'Etat?

Comment? — Par la révolution.

Mais quand nous parlons de révolution, quand nous affirmons la nécessité de détruire un état, il ne faut pas se méprendre sur le fond de notre pensée. Ce n'est pas la révolution nationale qu'il nous faut! C'est la révolution Internationale! Ce n'est pas un „Etat National“ que nous voulons abattre! Ce sont tous les Etats nationaux que nous désirons mettre bas! Une révolution purement politique pouvait se tenir enfermée dans le cercle étroit de la patrie! Que veut en effet une révolution politique? Changer la forme d'un gouvernement? transformer en république une monarchie? Mais cette monarchie ne faisait sentir son action que dans l'étendue du territoire français? Une révolution sociale ne peut s'arrêter à la poursuite d'un but aussi restreint. Par-dessus les frontières l'exploitation économique a jeté son immense filet; les capitaux anglais, français, turcs, allemands . . . etc. ont fait alliance; le travail doit de son côté solidariser ses efforts. Pour nous les frontières, comme dit le poète, ne sont plus que des raies rouges, jaunes, ou bleues sur des cartes!

La Fédération française voulant la révolution universelle, fait partie de la société qui réalise le mieux la solidarité universelle; elle fait partie de l'Association internationale des Travailleurs.

Destruction de l'Etat, voilà le côté négatif du programme anarchique; en voici le côté positif:

Le rôle néfaste, corrupteur, tyrannique de l'Etat actuel ne tient pas au caractère ou à la moralité

des personnes qui en sont les dépositaires, il tient surtout à la nature même de l'institution. Si donc il y a nécessité de détruire l'Etat actuel, il y a nécessité au moins aussi grande de mettre obstacle à la constitution d'un Etat nouveau, quel que soit d'ailleurs le nom qu'il se donne, „Etat populaire“ ou „Etat ouvrier“, la forme qu'il choisisse, le prétexte qu'il prenne, économique, politique ou administratif.

Et que mettra-t-on à la place de l'Etat? — La Liberté! le contrat! La formation libre des groupes humains autour de chaque besoin, de chaque intérêt et la libre fédération de ces groupes. En un mot: *La Fédération libre des groupes et des individus.*

Le programme de la Fédération française de l'Association Internationale des Travailleurs peut se résumer en ces termes:

**COLLECTIVISME ;
ANARCHIE ;
FÉDÉRATION LIBRE.**

Bulletin international.

La décroissance continue, durant ces dernières années de l'exportation du fer, de la houille et des étoffes en coton de l'Angleterre, ainsi que la crise générale qui pèse maintenant sur toutes les industries, se traduisent en Grande Bretagne par une diminution générale des salaires, qui tombent avec une rapidité incroyable. Les nombreuses organisations des corps de métiers font preuve maintenant de leur parfaite impuissance de lutter contre cette dépréciation générale du travail. Des dizaines de milliers de mineurs, de tisserands et d'ouvriers des usines de fer restent sans aucun travail, réduits à la plus profonde misère; et les grèves qui surgissent dans les mines, malgré le nombre, parfois imposant, des grévistes (11,000 en Lancashire) ne sont plus que des luttes désespérées, sans aucune chance de réussite. Enfin, même dans une industrie qui a bien marché tout l'hiver, celle de la construction des navires, les patrons viennent de répondre à la demande d'une médiocre augmentation de salaire faite par les ouvriers, par une clôture générale des chantiers; ils jettent ainsi sur le pavé plus de 10,000 hommes, dont le nombre va encore tripler dans quelques jours. La masse ouvrière s'agit; mais, malheureusement travaillée depuis des années par une clique de meneurs qui ne font que viser au parlement, elle n'aborde pas dans ses réunions-monstres la question des vraies causes de la misère et ne se borne qu'à des questions futiles de suffrage universel et de candidatures ouvrières.

Ainsi la réunion de 2000 délégués des associations ouvrières dernièrement harranguée par Bright, n'a pris que des résolutions concernant l'extension du droit de vote. De même, le 6^e Congrès de l'Association Nationale des Ouvriers Agricoles, tenu le 15 mai à Londres, n'a abordé que cette question. Fondée, il y a six ans, cette Union avait réuni en quelques années plus de 60,000 membres. La grève de 30,000 hommes de 1873 et les théories d'expropriation qui se faisaient jour dans l'Union, avaient jeté la terreur au sein de l'aristocratie foncière. Mais, en ne se bornant qu'à des questions de grèves et de suffrage universel, l'Union a bientôt commencé à dégénérer; son développement se ralentit d'année en année, et l'Union, jadis si imposante, n'est devenue aujourd'hui qu'un nouveau marche-pied vers le Parlement pour son fondateur M. Arch. Enfin, dans un meeting-monstre, tenu le 21 mai dans le Sommersetshire, la question du suffrage universel dominait, et celle de l'expropriation de toute la propriété foncière au profit de la collectivité du peuple n'occupait qu'une place tout à fait secondaire dans les discussions et les résolutions du meeting.

En Allemagne, le parti socialiste tient en ce moment son congrès à Gotha. Les dernières élections au Reichstag, où le parti a réussi à faire passer quelques députés socialistes et la tactique parlementaire sont les principaux objets à l'ordre du jour. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

En Bohême, le gouvernement se charge d'ouvrir les yeux aux ouvriers sur ce qu'ils peuvent attendre des classes dirigeantes. Des ouvriers, gagnant de 5 à 7 francs par semaine, à demi-affamés, exigeaient à Asch une misérable augmentation de salaire; sur le refus du patron, ils se mettent en grève. Le lendemain, ils se rassemblent paisiblement devant la fabrique pour parlementer avec le patron; mais la gendarmerie intervient et leur ordonne de se disperser. Ils tardent un moment de le faire, et la troupe fait feu. Un tué et sept grièvement blessés restent sur place. «L'ordre, l'ordre versaillais, est rétabli.» Heureusement pour les patrons, la chose ne s'était passée que près des frontières de la Saxe. En Saxe même, où la misère a amené la famine, «l'ordre», dit-on, n'aurait pas pu être rétabli si facilement.

En Italie, la clique libérale de M. Nicotera et consorts profite de la tentative d'insurrection, faite par les internationaux en Bénévent, pour dissoudre toutes les sections internationales. Mais M. Nicotera ne se rend pas bien compte des éléments auxquels il a à faire: ses poursuites n'entraveront pas plus que celles du gouvernement espagnol l'extension de l'organisation socialiste-révolutionnaire. Le masque du libéralisme bourgeois mis à bas, on sait au moins à quoi s'en tenir.

En Suisse, les associations ouvrières allemandes, organisées par corps de métiers sous le nom d'Union ouvrière suisse (Schweizerischer Arbeiterbund) viennent de tenir à Neuchâtel leur congrès annuel. Cette fois-ci ils s'unissent à la société du Grutli (société politique mixte: ouvrière et bourgeoise) pour fonder ensemble une organisation politico-sociale, qui s'appellera Parti Socialiste-Démocratique. Cette nouvelle organisation, qui n'a pas même voulu accepter en tête de son programme une déclaration de principes socialistes, n'est qu'une alliance des ouvriers allemands avec les partis bourgeois suisses, pour la revendication pacifique de quelques modiques réglementations du travail, et — si elle avait quelques garanties de force — elle ne serait appelée qu'à faire bientôt une fraction du parti libéral bourgeois. Mais la mauvaise impression, produite par le Congrès sur bon nombre de délégués et les idées plus avancées qui se sont manifestées au sein même du Congrès, laissent prévoir une scission prochaine dans le nouveau Parti, scission qui aura pour suite l'adhésion des membres les plus intelligents à l'Internationale.

Les ouvriers de la Suisse française sont restés entièrement indifférents pour cette union, et parmi eux la fédération jurassienne de l'Internationale continue à recruter ses membres. Dans le sein de cette dernière la propagande se ranime, et il vient d'être fait quelques tentatives de propagande socialiste-révolutionnaire dans des campagnes aux environs de Genève, — tentative qui a parfaitement réussi et qui prouve encore une fois la possibilité et la nécessité de sortir des villes pour entamer par la propagande socialiste les campagnes.

Que faire ?

C'était le 18 mars 1871.

Deux moyens s'offraient au peuple pour sauver la république: la voie légale, la voie révolutionnaire, le trou de l'urne où rentre la volonté populaire, le trou du canon d'où elle sort.

Que valait-il mieux, le bulletin ou la cartouche?

Paris, Lyon, Marseille, les grandes villes, dressent leur barricades, et déjà résolus, les Delescluze, les Varlin, les Vermorel, s'apprentent à y monter.

La France des «clochers», la France des campagnes, écoute les modérés, les aimables, les opportunistes. A la voix de Thiers, de Simon, de Gambetta, elle empile ses bulletins.

La Commune est debout; elle lutte. Grâce à son héroïsme elle force son futur vainqueur (l'aveu en a été fait en pleine assemblée versaillaise) à promettre aux délégués des villes de France, le salut de la république. Victorieuse elle l'eut donné, ce salut!

La Commune est vaincue. Les hommes de paix sont maîtres au gouvernail de la république, car les pontons partent dans la brume et disparaissent dans la déportation et dans l'exil; du plateau de satory on entend les échos funèbres; la France est enfin débarrassée des violents, des utopistes, des révolutionnaires, *des gens qui perdent les républiques*. La république est-elle sauvée? Quelle hécatombe de gouvernements! le «pacte», la «constitution Rivet», «l'ordre moral», la «république aimable», «l'opportunisme», le «gouvernement qui rassure»! Comment se porte la république? elle s'enfonce dans la mort.

Nous sommes au 16 mai 1877. Il faut sauver la république.

QUE FAIRE ?

L'expérience a parlé! Loin de nous la voie pacifique et légale! à nous la voie violente qui a fait ses preuves! Laissons les radicaux à leur radotage pacifique, allons aux fusils suspendus aux murs de nos mansardes. Mais si nous les épaulons, ne les laissons se refroidir et s'éteindre que lorsque nous pourrons faire résonner leur crosse non seulement sur le sol d'une république, mais encore sur un sol qui soit la propriété collective du paysan et de l'ouvrier.

Le rétablissement de la monarchie.

LA RÉPUBLIQUE EST EN DANGER!

Depuis le «mauvais coup» du 16 mai ce cri s'échappe de toutes les poitrines bourgeoisement républicaines, cette phrase s'étale dans les colonnes de tous les journaux bourgeoisement républicains.

La république est en danger? Certes, nous le croyons sans peine, et il y a longtemps que nous eussions crié si l'on n'avait pas bâillonné notre bouche, que nous eussions écrit si l'on n'eut pas brisé notre plume, cette phrase un peu différente: LA MONARCHIE SE RÉTABLIT!

Ainsi donc vous pensiez pendant «l'Essai loyal» du meurtrier de la Commune, pendant le «septennat» de l'arlequin sanglant et galonné qui perche à l'Elysée, pendant la «république aimable» du peu aimable n° 606 que nous nous sommes crus en république?

Pouvez-vous croire que sous le gouvernement du 16 mai qui «rassure» le gateau du vatican et dont l'orateur est l'éloquent «Mache-le-honte», nous nous figurions être en république?

Vous figurez-vous que si demain par le vote ou la barricade, l'urne ou le canon, la France s'abîmait de nouveau dans les ineffables douceurs de l'opportunisme et cheminait sous le grand œil de M. Gambetta, nous nous dirions en république?

Mais nous aurions la forme républicaine, comme en Suisse, entendez-vous bien? que nous répéterions toujours, que nous répéterions sans cesse:

NOUS SOMMES EN MONARCHIE.

En quoi consiste la république?

Nous ne demandons pas de réponse aux praticiens de l'opportunisme, mais à l'époque où il y avait encore en France de bons républicains — des républicains d'autrefois — on avait coutume de regarder la république comme la réalisation complète, absolue, définitive, de la souveraineté du peuple. On considérait dans ce temps-là la liberté de la parole et celle de la presse comme des libertés indispensables à la création de l'opinion publique. Il ne suffisait pas aux républicains d'alors que la volonté du peuple put se former, ils pré-

gramme était rempli de précautions politiques destinées à assurer la solution de ce problème difficile; ils réclamaient l'indépendance complète du vote, le mandat impératif présumé capable de lier la volonté de l'élu à celle de l'électeur, aucuns même poussaient leur radicalisme jusqu'à poursuivre l'établissement de la législation directe. Pour ces républicains donc (et l'on serait mal venu de leur contester un titre pour lequel ils n'ont souffert ni portefeuilles, ni positions lucratives, et qui leur a rapporté en revanche de longues années de prison, de misère et d'exil) il n'y avait point de république sans libertés publiques, sans indépendance du vote, sans sujétion de l'élu à l'électeur. Hors de cela, ils se déclaraient en empire ou en monarchie.

Si nous parvenons donc à démontrer qu'aujourd'hui, même dans une république sérieuse, il n'y a pour le travailleur ni libertés politiques, ni liberté de suffrage, ni moyen de lier à la sienne la volonté de son député; si nous faisons ressortir au contraire que la liberté politique se tourne contre lui, que le droit de suffrage se tourne contre lui, que c'est lui qui est esclave de son député; si nous montrons clairement que cette situation s'empire chaque jour au lieu de s'améliorer, qu'au lieu de se restreindre elle se généralise, nous contestera-t-on encore que le monde assiste en aveugle au rétablissement de la monarchie au sein même des républiques les plus radicales?

Non, n'est-ce pas?

La liberté de penser, la première de toutes, celle qui absente rend les autres des instruments absolument inutiles, suppose la faculté de penser et la faculté de penser n'existe que chez ceux qui peuvent avoir le temps et les moyens de développer leur intelligence. — L'ouvrier, après une ou deux années d'école primaire, est voué à la fabrique, à l'apprentissage, au dur métier. Pour l'ouvrier donc peu ou prou de faculté de développer son intelligence et partant point de liberté de penser.

Mais supposons, afin que notre argumentation défie toutes les attaques, supposons, dis-je, qu'à force de courage et de santé, de travail pendant les soirées qui terminent la journée fatiguante, l'ouvrier apprenne à penser et même à exprimer sa pensée par la parole et par la plume? A-t-on bien réfléchi à ce qu'est pour le pauvre la liberté de la presse et celle de la tribune?

Ah! comme la bourgeoisie, le journal, son instrument de propagande depuis 1789 s'est développé! Comme toute industrie, la fabrication du journal exige aujourd'hui l'emploi des grandes machines, l'usage de cette force collective qui se dégage du travail fait en commun par plusieurs ouvriers et l'application du capital. Le journal devenu une fabrique en même temps qu'un comptoir échappe aux mains ouvrières. Donc pour l'ouvrier pas de liberté de la presse ou comme disait si bien Lamennais: «Silence aux pauvres!»

Liberté d'association! d'associer quoi? des hommes et de la misère? un tel capital social rend illusoire une telle liberté parce qu'une telle association devient évidemment inutile.

Et l'indépendance du vote?

Transportez-vous dans un grand centre ouvrier, au Creuzot, à Aubin, à la mine, à la houillère, au milieu de l'exploitation d'une grande entreprise industrielle. Nous sommes à la veille du vote et par la bouche des contre-maîtres, le directeur tout puissant vient de faire connaître non pas quel est le candidat qu'il préfère, mais le candidat qui doit être élu pour que la fabrique continue à donner de l'ouvrage. Le travailleur fut-il intelligent, s'il a famille à élever, femme et enfants à nourrir, a-t-il sa liberté du vote? Qu'il déplaise au tout-puissant Dieu local et comme la mine ne le

suivra pas, en abandonnant le pays où il est né il perd tout. Tout! non seulement son ouvrage, non-seulement le toit paternel, mais aussi son métier. Aussi tous, tous votent à la file pour le seigneur financier de ce nouveau domaine féodal dont ils sont les serfs modernes! En pareille occurrence que devient, je vous prie de le dire, le mandat-impératif?

Et comme, la plus superficielle observation le montre, la centralisation des capitaux progresse sans cesse, à cette féodalité financière (comme à la féodalité territoriale a succédé une monarchie politique) succédera une monarchie ou tout au moins une très-puissante oligarchie financière.

Oui, nous le répétons :

Avec l'organisation économique actuelle, la propriété individuelle, sans la propriété collective du sol et des instruments de travail, la république peut exister pour le capitaliste, parce qu'elle lui apporte le droit de penser, de parler, d'écrire, de s'associer, de voter et qu'il a déjà le MOYEN économique d'exercer ce droit. Pour le pauvre qui n'a pas ce MOYEN, le droit de penser, de parler, d'écrire, de s'associer, de voter, reste inutile et l'on sait que là où il n'y a pas pas de libertés publiques, d'indépendance de vote, il ne saurait y avoir république; il y a monarchie.

Dans les circonstances actuelles, au lendemain du 16 mai :

Pour les bourgeois républicains il s'agit donc de défendre la république ;

Pour les ouvriers républicains il s'agit donc d'abattre la monarchie.

France. Paris. Nous extrayons d'une lettre particulière le passage suivant. Ce passage est l'expression réelle des sentiments de ceux des ouvriers parisiens que l'opportunisme n'a pas avachi et fort heureusement ceux-là sont plus nombreux qu'on ne pense :

„Tu n'es pas sans savoir que des événements très graves viennent de s'accomplir ici. Ils me laissent absolument froid et peu m'importerait après tout que Mache-la-honte fasse fusiller tous ces gredins qui depuis bientôt 80 ans ne font que bernier et endormir le peuple français et je crois même que malgré toutes les protestations qui parviennent aux journaux si le coup d'état poursuit son chemin, nos radicaux de carton-pâte ne trouveront que peu d'imbéciles, prêts à se faire tuer pour eux. Cependant on peut se lever sans crainte pour défendre ce mot de république dont tant d'idiots se contentent car étant donnée la couardise de nos démocrates il est certain qu'à la première apparition des soldats, tous ces *chefs* se tireront les pattes et que le peuple ouvrier révolutionnaire restera maître du terrain. Je n'envisage pas non plus la guerre extérieure de mauvaise oeil, car elle pourra nous procurer les armes dont nous manquons et qui par le temps qui court nous seraient absolument nécessaires“

Cela ressemble terriblement au langage des ouvriers en 1851. Combien de Baudin cette fois-ci ? un ou la moitié d'un ? heureusement que la masse ouvrière veut résolument aujourd'hui son émancipation sociale et qu'elle saisira toutes les occasions de la réaliser.

Savoie. Quelques compagnons appartenant à la Fédération jurassienne de l'Association Internationale des Travailleurs, ont pris l'initiative d'organiser tous les dimanches des conférences spécialement destinées aux ouvriers agricoles.

La première de ces conférences a eu lieu le 19 mai à Perly, petit village suisse situé à 200 mètres environ de la frontière française.

Le sujet choisi était : *Les Paysans avant et après 1789*. Dans une causerie aussi simple que possible, le compagnon *Montels* s'est efforcé de prouver aux 80 paysans qui formaient l'auditoire, que malgré 1789, 1830 et 1848, le sort des cultivateurs salariés est resté le même, et que le servage a seulement changé de nom. En conséquence il a engagé, ceux qui l'écoutaient, à se grouper, à étudier, à lire les brochures et journaux socialistes, afin qu'une fois pénétrés de leurs droits et de leurs devoirs, ils puissent, quand sonnera l'heure de la Révolution, joindre leurs efforts à ceux des ouvriers des villes, pour s'emparer du sol et de l'outillage et constituer la Commune sociale.

La séance fut levée aux cris de *vive la Commune! vive la Sociale!*

La deuxième réunion s'est tenue dans la même localité le 26 mai, le compagnon *Brousse* de passage à Genève y assistait. Malgré les pressions de toute genre faites sur nos amis de

Savoie par les gros bonnets de St-Julien, malgré l'enquête commencée, dit-on, par le commissaire de police de cette ville pour connaître les noms de ceux qui auraient assisté à la première assemblée, la réunion était assez nombreuse.

Les compagnons *Brousse* et *Montels* développèrent ce sujet : *La société actuelle et la Révolution*.

La séance se termina par des chants socialistes et révolutionnaires : *le Drapeau Rouge*, *la Carmagnole*, *le Père-Duchêne*, etc., etc. et par la distribution gratuite de 50 numéros du *Bulletin* de la Fédération jurassienne.

Variétés.

(Extrait des „Idées sur l'organisation sociale“ par James Guillaume, membre de l'Internationale.)

Il ne manque pas de gens qui se disent socialistes, et qui prétendent que la transformation sociale doit s'opérer par degrés, sans brusques secousses; l'idée d'une révolution qui se donnerait pour programme de changer du jour au lendemain les bases de l'ordre établi, est contraire à la nature même des choses, disent-ils; le progrès lent et continu, voilà la loi du développement humain, loi qui nous enseigne l'histoire et à laquelle des impatientes, avides de coups de théâtre et de changements à vue, se flatteraient en vain de soustraire la société moderne.

Ceux qui raisonnent ainsi confondent deux choses très-différentes.

Certes, ce n'est pas nous, matérialistes, qui méconnaîtrons cette grande vérité, la base même de notre théorie sur le développement des êtres animés : à savoir que les changements, dans la nature, ne s'opèrent point par brusques sauts, mais par un mouvement continu et presque insensible. Nous savons que ce n'est pas en un jour que l'homme est sorti de l'animalité, et que tout changement, tout progrès demande du temps pour s'accomplir.

Cette loi s'applique aujourd'hui même sous nos yeux : la société moderne subit une transformation lente; des idées nouvelles s'infiltrèrent dans les masses, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu, c'est une évolution insensible et graduelle, tout-à-fait conforme à la théorie scientifique; mais, chose dont ceux à qui nous répondons ici ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre; elle rencontre une opposition souvent violente; les intérêts anciens qui se trouvent lésés, la force de résistance qu'oppose l'ordre établi, mettent obstacle à l'expansion normale des idées nouvelles; celles-ci ne peuvent se produire à la surface, elles sont refoulées, et leur opération, au lieu d'être complète, est forcément réduite à un travail de transformation intérieure, qui peut durer de longues années avant de devenir apparent.

(A suivre.)